

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: - (1964)
Heft: 8

Titelseiten

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 29.03.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

J.A. Lausanne Domaine public 8

Bi-mensuel romand
N° 8 27 février 1964

Rédacteur responsable: André Gavillet
Abonnement: 20 numéros 12 francs
Le numéro 70 centimes
Administration, rédaction:
Lausanne, Case Chauderon 142
Chèque postal II 155 27
Imprimerie Raymond Fawer S. A., Lausanne

Les articles de ce numéro
ont été discutés et rédigés par:

Marcel Bürri
Gaston Cherpillod
Jean-Jacques Dreifuss
Ruth Dreifuss
André Gavillet
Jean-Jacques Leu
Marx Lévy
Pierre Liniger
Jacques Morier-Genoud
Christian Ogay
C.-F. Pochon

Dans les prochains numéros:

- Le néo-capitalisme en Suisse
- Les prétendues cités-satellites dans le district de Nyon
- Publicité et T.V.
- La parole aux ouvriers (2)
- Qu'est-ce que le bilan consolidé?
- Pour une pédagogie expérimentale
- Une enquête sur les sourciers

Le N° 9 sortira de presse le 12 mars

La question bête: Comment feriez-vous?

Les stratégies

Comme l'art militaire, l'économie a ses stratégies. Et aussi ses Cafés du Commerce, où les discussions se prolongent souvent fort tard la nuit. Que faut-il penser des délibérations du Conseil national? Qu'on y vit s'affronter surtout les partisans de la droite traditionnelle, heureuse de donner une nouvelle verdeur aux slogans éculés: les employés des services publics sont trop bien payés, trop de dépenses sociales, le peuple ne travaille pas assez, et les partisans d'une droite un peu moins rance et qui connaît mieux les gammes de l'économie de marché. M. Schaffner a apprécié ses conseils qui sont dans la logique du néo-libéralisme: politique douanière, politique fiscale, politique anticartel. On reste dans le système.

La pifométrie

Dans notre dernier numéro, nous demandions la création d'un Commissariat au Plan. Ce genre de proposition apparemment ne fait pas très sérieux dans notre pays. On ignore le sens de ces mots. On comprend: oh! s'il s'agit de créer une commission de plus! Ou des hommes politiques, avertis, vous disent: « Vous savez, des plans, on en fait, et puis voilà, la réalité les bouscule toujours. » C'est, paraît-il, la sagesse de l'expérience. En fait, ces plans consistent à demander à des chefs de service de dresser l'énumération de tous les projets encore dans les cartons, et ensuite les chefs de département se réunissent pour établir au pifomètre des urgences. Pas étonnant que de tels plans soient bousculés. Au mieux, on vous dira qu'en effet il faut demander à M. Hummler un rapport supplémentaire sur la relève professionnelle. Voilà en gros ce que doit signifier en Suisse un Commissariat au Plan.

L'exemple français

On donne souvent en exemple la planification française dite indicative. Les Français en sont à leur IV^e Plan (1962-1965). Aujourd'hui, il est entré dans la conscience collective de nos voisins, car il a ce mérite psychologique de faire comprendre le sens de l'effort national. Au hasard de la lecture d'un journal français, ainsi, avant-hier, cet article sur les « maisons de la culture », on vous rappelle que le IV^e Plan prévoit que vingt maisons seront construites. Certes, c'est peu. Mais l'on sait de cette manière où l'on va. D'ailleurs chez nous, combien? Quant à l'efficacité économique du Plan, les Français sont plus réservés: on dit, au mieux, qu'avec un volume d'investissements plus limité, la France a pu obtenir la même croissance économique que ses voisins.

Mais tous les économistes s'accordent, en tout cas sur ce point: un outil précieux a été créé. Encore imparfait. Voyez les critiques de François Peroux dans l'utile « Que sais-je? » (N° 1021), Le IV^e Plan français ». Mais les travaux du Commissariat au Plan représentent un progrès sérieux dans la connaissance de l'économie française.

Les sous-ensembles économiques et sociaux, en tout cas, sont instruits de la ligne générale de l'évolution (plus exactement des lignes les plus générales des évolutions possibles). Chaque sous-ensemble connaît, ou peut connaître, les coordonnées de ses décisions au milieu de toutes les autres.

Chacun d'entre eux et tous savent que, si quelque accident survient, une intervention correctrice sera décidée, compte tenu de ses répercussions sur les sous-ensembles qui comportent l'économie nationale.

F. Peroux, op. cité.

Or, c'est depuis 1947 que les Français mettent au point cet instrument de connaissance. Et en Suisse?

Où est l'alternative?

La politique monétaire exerce des effets globaux, tandis que la politique du Plan est nécessairement sélective.

Il est significatif de voir des équipes en dehors des cloisonnements traditionnels s'accorder sur la nécessité d'une planification, ou simplement sur la mise en place des instruments scientifiques de prévision et d'analyses économiques: des économistes, des journalistes qui voient de près les affaires fédérales. Philippe Müller en faisait la remarque dans sa dernière « Lettre du Gothard », tout entière consacrée à ce sujet.

Mais il est significatif aussi de voir le vide des dossiers de ceux qui devraient idéologiquement défendre l'idée de la planification. Certes, il y a parmi eux des économistes sérieux, qui connaissent les travaux du Bureau fédéral de statistique et les lointaines esquisses d'une comptabilité nationale. Mais il n'existe chez aucun la volonté de demander l'élaboration d'un plan national définissant le taux de croissance, les investissements prioritaires, la politique propre à réduire les disparités géographiques et sociales.

Et ce n'est pas le Conseil fédéral qui va spontanément vouloir un Plan. Le confidentialisme est trop étroitement lié à notre régime. Le problème est donc à attaquer dans le « privé », selon les principes suivants: 1. La recherche économique est primordiale. Certes, s'il s'agit d'arracher le plus possible de réformes sociales, de grignoter, on peut continuer dans le style actuel. Mais s'il s'agit de préparer une politique de plan, c'est une autre chanson. 2. On ne s'improvise pas économistes. Les choix politiques, eux, peuvent être le fait d'« amateurs » éclairés. C'est le propre de la démocratie. Mais en économie, il faudra plusieurs années à une équipe travaillant à dimension utile (un chercheur, deux assistants) pour s'informer des expériences étrangères et pousser son étude de l'économie suisse.

Nous savons que, de divers côtés, on songe à demander que soit créé un institut scientifique de recherches économiques financé par les associations et partis qui croient aux vertus de la prévision et de la planification. C'est bien par là qu'il faut commencer pour dépasser le verbalisme. Sinon la gauche est condamnée à ne pas savoir répondre à la question traditionnelle, bête et essentielle: Vous voulez le pouvoir? Pour quoi faire?

Littérature et signature

La littérature romande occupe, dans ce numéro 8, largement le terrain. Nous avons estimé, en effet, que la thèse de Berchtold, son portrait littéraire et moral de la Suisse romande, méritait une place de choix.

De cet ouvrage, il fallait faire d'abord une critique qui soit fidèle, de la page 1 à la page 989, partant de l'intérieur, qui ne se contente pas de résumer, mais qui prolonge le livre.

Par la suite, nous ouvrirons une discussion plus politique (à laquelle nos lecteurs peuvent s'associer) touchant, à travers ce livre qui la reflète, cette Suisse romande aux vertus non pas théologiques, mais abusivement théologiques.

A cet arbre, touffu, nous avons ajouté le rameau du dernier texte de Jaccottet. Les auteurs de ces articles s'expriment, ici, avec leur culture, leur sensibilité, leur goût personnel, donc ils signent.

Pour le reste, nous poursuivons selon la tradition notre travail d'équipe.

De Berne à Banago.